



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ORIENTALES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction des collectivités et de la légalité  
Bureau du contrôle de légalité de l'urbanisme  
et de l'environnement

Perpignan, le 24 mai 2022

Dossier suivi par : Cathy FONTVIEILLE-SAFONT  
Tél : 04.68.51.68.66

**ARRÊTE PRÉFECTORAL n° PREF-DCL-BCLUE-2022144-0001**

***modifiant l'arrêté préfectoral N°2018 030-0001 du 30/01/2018 autorisant la société BOURNET SERGE & FILLE à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière de gypse située aux lieux-dits « Camp d'en Caris », « Tarrabeu », « La Guichère », « Terrière », « Prat de Taulière » sur le territoire de la commune de LESQUERDE***

**Le Préfet des Pyrénées-Orientales  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral N°2018 030-0001 du 30/01/2018 autorisant la société BOURNET SERGE & FILLE à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière de gypse située aux lieux-dits « Camp d'en Caris », « Tarrabeu », « La Guichère », « Terrière », « Prat de Taulière » sur le territoire de la commune de LESQUERDE ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2020 156-0001 du 04/06/2020 mettant en demeure la société BOURNET SERGE & FILLE de restituer le stot de protection du niveau 290 ;

Vu le courrier de la société BOURNET SERGE & FILLE du 10/05/2022 et le rapport NGEC 20C014 du 19/04/2022 joint demandant la modification du montant de la garantie financière afin de provisionner le montant complémentaire nécessaire pour le remblayage d'une portion de galerie du niveau 290 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 11/05/2022 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur pour observations éventuelles le 04/05/2022 ;

Vu le courriel de l'exploitant en réponse à la procédure contradictoire du 09/05/2022 ;

CONSIDÉRANT que suite à un contrôle de la carrière souterraine de Lesquerde, l'inspection a constaté une non-conformité concernant le respect du stot de protection de 15 m sous les anciens travaux du niveau 290 ;

CONSIDÉRANT la demande de la société BOURNET SERGE & FILLE de différer le remblayage de la portion de la galerie du niveau 290 moyennant la mise en place de mesures compensatoires ;

CONSIDÉRANT que la demande de la société BOURNET SERGE & FILLE apparaît recevable ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur des modifications ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis de la CDNPS ;



## ARRÊTÉ

### ARTICLE 1

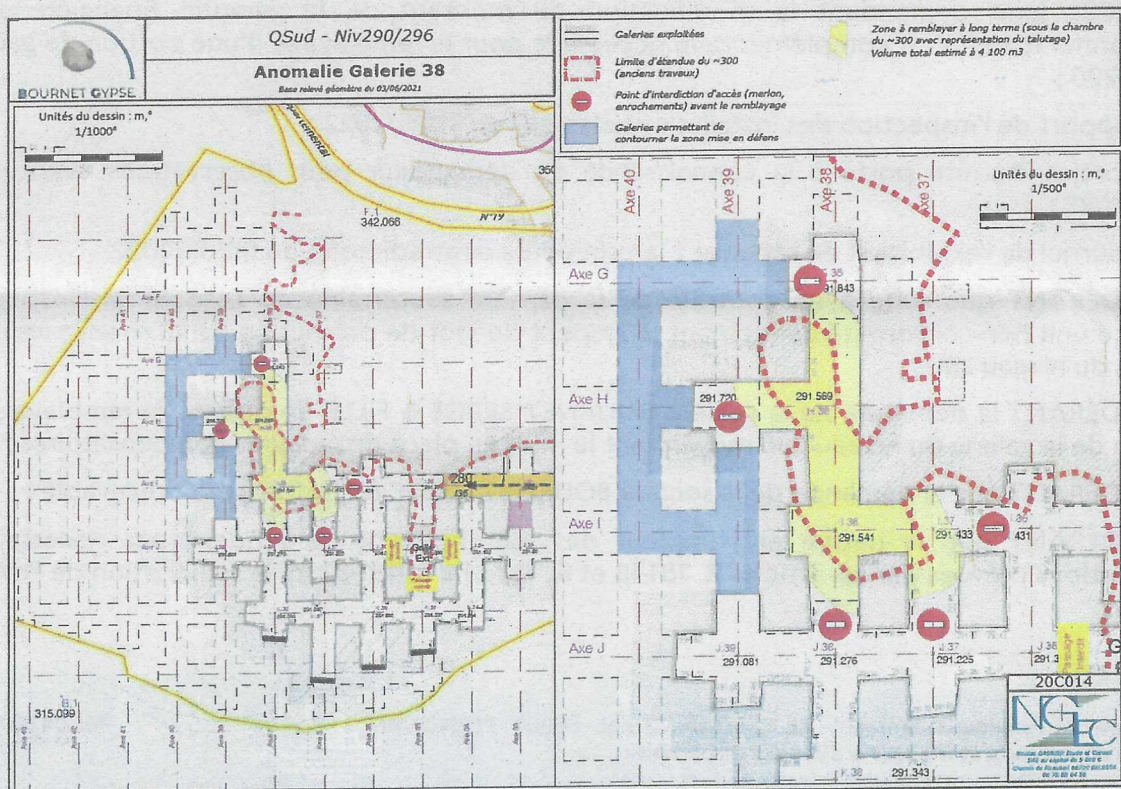
À l'article 1.5.2 de l'arrêté préfectoral N°2018 030-0001 du 30/01/2018 susvisé, les montant des garanties financières sont remplacés par les montants du tableau ci-après :

Périodes	Montant en euros TTC
1 <sup>ère</sup> phase quinquennale : à compter du 30/01/2018	351 780,00 €
2 <sup>ème</sup> phase quinquennale : à compter du 30/01/2023	305 700,00 €
3 <sup>ème</sup> phase quinquennale : à compter du 30/01/2028	305 700,00 €
4 <sup>ème</sup> phase quinquennale : à compter du 30/01/2033	305 700,00 €
5 <sup>ème</sup> phase quinquennale : à compter du 30/01/2038	305 700,00 €
6 <sup>ème</sup> phase quinquennale : à compter du 30/01/2043 et jusqu'à la signature de l'arrêté préfectoral prévu à l'article 1.5.9 :	305 700,00 €

### ARTICLE 2

À l'article 8.1.9.2 de l'arrêté préfectoral N°2018 030-0001 du 30/01/2018 susvisé est ajouté l'alinéa suivant :

« La portion de galerie du niveau 290 (axe n°38 entre les galeries transversales I et H), située sous les anciens travaux, doit faire l'objet d'une opération de comblement à moins qu'une étude géotechnique démontre un niveau de contraintes acceptable sur les chambres et piliers des niveaux inférieurs. Dans l'attente l'accès aux portions de galerie de niveau 290 situées sous les anciens travaux doit être interdit conformément aux dispositions mentionnées sur le plan « Anomalie galerie 38 » ci-après »





### ARTICLE 3

À l'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral N°2018 030-0001 du 30/01/2018 susvisé est ajouté l'alinéa suivant :

« Les galeries du niveau 290 sous-jacentes aux anciens travaux et la chambre du niveau 304 doivent faire l'objet d'une surveillance particulière et documentée de l'absence d'instabilités. Le suivi géotechnique annuel portera systématiquement sur ces deux secteurs avec constatations écrites au rapport annuel du résultat des constats visuels. »

### ARTICLE 4 : délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Montpellier :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;

2° par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ;

soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

### ARTICLE 5- EXÉCUTION - AMPLIATION

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL Occitanie) chargé de l'inspection des installations classées, le maire de Lesquerde, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

Pour le préfet, et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Yohann MARCON